

Appel à manifestation d'intérêt du CCFD - Terre Solidaire et du F3E :***Evaluation Finale de la Convention de Partenariat Pluriannuel (CPP) du CCFD-Terre Solidaire : Transition vers une Agroécologie Paysannes au Service de la Souveraineté Alimentaire (TAPSA)***

Ces éléments sont présentés sous réserve de la finalisation en cours des termes de référence de cette étude.

1- L'action et les acteurs impliqués

Le **Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire** (CCFD - Terre Solidaire) combat les causes structurelles de la faim et toutes formes d'injustice : i) par le soutien de partenaires locaux pour la mise en œuvre de projets de développement sur le terrain (680 projets dans 69 pays, 3.6 millions de bénéficiaires) ; ii) par la mobilisation et l'éducation citoyenne à la solidarité internationale en France via un réseau de plus de 7 000 bénévoles répartis sur tout le territoire français ; iii) par le plaidoyer en France, en Europe et au sein d'espaces multilatéraux. Loin des pratiques d'assistance et d'urgence, son action passe par le soutien à des associations partenaires locales (500 partenaires), car ce sont elles qui détiennent les solutions adaptées aux réalités de leurs territoires. Ainsi, le CCFD - Terre Solidaire ne fait jamais « à la place de » mais « avec eux ».

Les enjeux agricoles et alimentaires sont traités depuis plus de 50 ans par le CCFD - Terre Solidaire, avec des évolutions dans les façons de les aborder. Les acteurs sociaux partenaires ont progressivement contribué à ce que l'**agroécologie (AE)** devienne une alternative crédible à l'agriculture industrielle). Ils ont petit à petit poussé le CCFD-Terre Solidaire à adopter l'AE comme outil en faveur de la Souveraineté Alimentaire. En 2018, le CCFD-Terre Solidaire souhaite aller plus en avant dans la promotion de l'agroécologie paysanne (AEP). Il se saisit pour cela du nouvel instrument financier de l'AFD : la Convention de Partenariat Pluriannuelle (CPP). La CPP a notamment pour objectif de renforcer les grandes ONG françaises dans leurs fondements institutionnels, organisationnels et stratégiques et de leur permettre un « passage à l'échelle » sur le plan géographique et thématique. Cet instrument et le levier budgétaire qu'il représente permet ainsi au CCFD-Terre Solidaire, un élargissement géographique considérable ainsi qu'un renforcement organisationnel et institutionnel sur le sujet de l'AE.

Le programme « **Transition vers une Agroécologie Paysannes au Service de la Souveraineté Alimentaire** » (**TAPSA**) est conçu et mis en œuvre par le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires. Il vise à renforcer le mouvement social en faveur de l'agroécologie paysanne et solidaire afin de soutenir le développement de systèmes agricoles et alimentaires sains, justes et résilients. Ce programme d'envergure mondiale est mis en œuvre depuis 2018 dans six zones géographiques : Sahel, Afrique des Grands Lacs, Pays andins, Egypte, Timor Leste et France. Depuis 2022, il est entré dans sa seconde phase qui court jusqu'en 2026. Le TAPSA promeut une conception systémique de l'agroécologie paysanne à l'échelon des systèmes agricoles et alimentaires. Au-delà des aspects techniques et productifs, le programme entend renforcer l'inclusion politique des paysans et le respect de leurs droits, la gestion concertée des ressources et l'émergence de cadres politiques favorables à l'essor de l'agroécologie dans une perspective d'équité sociale et de justesse écologique. Pour cela, le TAPSA articule une diversité de leviers d'action, selon une logique multi-échelle et multi-acteur, pour agir du local au mondial. Il associe étroitement accompagnement stratégique et technique, mobilisation citoyenne et plaidoyer.

Objectif général : Contribuer à la souveraineté alimentaire au sein des territoires, en renforçant les dynamiques de mobilisation des sociétés civiles engagées pour une transition vers une agroécologie paysanne amorcées au cours de la première phase du programme.

Objectif spécifique 1 (OS1) : Renforcer des systèmes alimentaires justes et durables via la multiplication d'initiatives en faveur de l'AEP au sein des territoires

R1.1. Les acteurs des systèmes alimentaires des territoires s'engagent en faveur de l'AEP

R1.2. Les acteurs des territoires s'impliquent pour une gestion plus durable et concertée des ressources naturelles de leur territoire

R1.3. Les politiques et l'opinion publiques évoluent en faveur de l'agroécologie

Objectif spécifique 2 (OS2) : Consolider et accompagner une dynamique collective multi-échelles de promotion et de défense de l'AEP

R2.1. Les acteurs du programme voient leurs compétences et capacités organisationnelles renforcées

R2.2. Les partenaires et le CCFD-Terre Solidaire, suivent et évaluent leurs activités, ils produisent de la connaissance partageable et nourrissent les réflexions des acteurs au sujet de l'AEP

R2.3. La mise en réseau et le partage d'expérience multi-échelle favorisent les mobilisations collectives et renforcent la capacité d'influence des acteurs engagés dans l'AEP

Le programme TAPSA est coordonné par une équipe thématique dédiée de 4 personnes du CCFD-Terre Solidaire, qui travaille en étroite collaboration avec les parties prenantes :

- En interne au CCFD-Terre Solidaire : les chargés de mission géographique en charge des partenariats dans les zones d'intervention, les équipes régionales en charge des projets de mobilisation citoyenne en France, la direction du plaidoyer pour des dynamiques de plaidoyer conjoint.
- En externe : les 27 partenaires bénéficiaires des rétrocessions, une vingtaine d'alliés associés de façon ponctuelle aux activités, l'AFD et le MEAE.
- A l'interface en l'externe et l'interne, l'équipe programme travaille en étroite collaboration avec les Coordinations Régionales mises en place de façon décentralisées au Sahel, dans les Grands Lacs, dans les pays andins et au Timor Leste.

Les **programme TAPSA phase 1 et phase 2** sont construits sur la même logique visant la promotion de l'AEP et solidaire au moyen d'une approche multiscale fondée sur une compréhension systémique des enjeux et leviers de changements. Des activités sont ainsi menées à trois niveaux d'intervention (niveau territorial/partenaires, niveau régional/coordinations régionales, niveau programme et interzone/CCFD-Terre Solidaire) et mobilisent trois modalités d'action (innovation AEP, mobilisation, plaidoyer) afin de nourrir des dynamiques sociales et collectives.

La **phase 2 du TAPSA** a souhaité renforcer ces dynamiques et épaissir le mouvement social en faveur de l'AEP. Au niveau des zones d'interventions des partenaires, l'accent est mis sur le renforcement des stratégies d'intervention des acteurs et des dynamiques collectives notamment via la poursuite et le déploiement de l'approche orientée changement, expérimentée lors de la première phase, et la mise en réseau des partenaires et alliés. Au niveau programme et monde, la seconde phase du programme a souhaité faire davantage résonner en France les enjeux de l'AEP rencontrés sur les territoires d'intervention des partenaires et renforcer l'via l'intégration dans le programme de six régions françaises (Hauts de France, Normandie, Bourgogne Franche-Comté, Alsace, Aquitaine et des Midi Pyrénées) et de la direction du plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire.

L'**évaluation finale externe de la phase 1** a permis de montrer que le programme TAPSA produit des effets en termes de renforcement des partenaires internationaux du programme et du CCFD-Terre Solidaire lui-même. De la même façon, la mise en œuvre de la première phase a permis d'initier et de structurer une dynamique porteuse en faveur de l'agroécologie paysanne au sein des organisations partenaires, des communautés d'acteurs au niveau régional mais également au sein du CCFD- Terre Solidaire et de son réseau en France.

Le **dispositif de suivi-évaluation du programme TAPSA** répond à deux principaux objectifs :

- Le premier concerne le suivi de la mise en œuvre des activités du programme sur les plans opérationnels et financiers.
- Le second est de favoriser l'explicitation et la mise en discussion des visées de changement des partenaires, de leurs modalités d'action et des changements ou effets produits en matière « d'agroécologisation » de leur territoire d'intervention sur différents plans (technique et économique, socio-culturel, politico-institutionnel, environnemental). Cet aspect du suivi-évaluation repose sur une méthode d'évaluation inspirée des "approches orientées changements" (AOC) conçue et expérimentée dans le cadre de la première phase du programme TAPSA avec l'appui du service DEFIS de l'Institut Agro Montpellier et de Agrarian System Consulting (ASC). Dans le TAPSA II, cette méthode a été adaptée dans les Grands Lacs, au Sahel, dans les Pays Andins et au Timor-Leste, avec l'appui du consultant ASC, sauf pour la zone pays andins où ce travail a été réalisé avec l'appui d'un partenaire régional, l'IPDRS.

Budget TAPSA phase 1 (2018-2022) : 11.3 M€

Budget TAPSA phase 2 (2022-2026) : 10.4 M€ sans les pays de l'Alliance des Etats du Sahel, à savoir le Mali, le Niger et le Burkina Faso (non financés par l'AFD) / **12.2M€** avec les pays de l'AES (financés sur fonds propres)

2- L'évaluation souhaitée

Justification et objectifs

Cette évaluation externe est une obligation contractuelle dans le cadre d'un financement CPP de l'AFD. Ses grandes lignes ont été prédéfinies par le CCFD-Terre Solidaire et discutées avec l'AFD.

Cette évaluation a pour **objectifs principaux** :

- i) De favoriser les apprentissages au niveau du CCFD-Terre Solidaire en matière de renforcement des capacités des acteurs et d'évaluation de ses interventions ;
- ii) De produire des récits d'impacts pédagogiques, utiles à la fois pour la mise en discussion des dispositifs de suivi-évaluation et la redevabilité bailleurs ;
- iii) D'alimenter les réflexions du CCFD-Terre Solidaire, aussi bien dans le cadre de la construction d'un nouveau programme AEP cofinancé par l'AFD que dans le cadre du renforcement de la stratégie institutionnel du CCFD-Terre Solidaire sur la thématique souveraineté alimentaire et la transversalité

L'évaluation finale externe du programme TAPSA (phase 1 et phase 2, soit 2018-2026) portera spécifiquement sur **deux aspects et enjeux importants du programme** :

- 1) Le travail de conception, d'expérimentation et d'appropriation d'une méthode d'évaluation des effets et impacts inspirée des approches orientées changement, avec l'objectif de produire et mettre en discussion deux récits d'impacts à partir de ces chantiers ;
- 2) Les impacts du programme sur les acteurs, en particulier les partenaires bénéficiaires des rétrocessions et des activités régionales, mais aussi les équipes salariés et bénévoles du CCFD-Terre Solidaire actives en France, en questionnant notamment les démarches de « regards croisés » entre la France et les pays du Sud ainsi que les enjeux de transversalité internes aux CCFD-Terre Solidaire.

Aspects à étudier

Evaluation des dispositifs d'évaluation orientée changements

Le pari du dispositif de suivi-évaluation (DSE) AOC TAPSA était de mettre en œuvre une méthode qui permette de mieux comprendre les logiques d'intervention des partenaires, de les questionner, et d'identifier et objectiver les effets de leurs actions. Il s'agissait ainsi de nourrir le dialogue partenarial et de pouvoir se prêter à l'exercice de la redevabilité dans de bonnes conditions. Ils ont été mis en œuvre et ont pris des formes diverses en fonction des visées et des contingences au sein des 4 zones de déploiement. L'évaluation devra apporter un éclairage :

- Sur les façons dont ces chantiers se sont traduits au cours du temps dans les différentes zones du programme TAPSA, en considérant les différents éléments constitutifs du dispositif ;
- Sur les avantages et limites de ces traductions respectives et les apprentissages associés (formulation de préconisations).

En outre, l'évaluation finale externe devra également produire et discuter des récits d'impacts à partir des données existantes issues des chantiers et des données produites dans le cadre de la prestation. Il s'agira de permettre une mise en discussion critique des dispositifs construits d'une part, et de nourrir l'effort de redevabilité du programme, d'autre part, en considérant les changements, effets ou impacts que ces dispositifs ont permis de générer au niveau des zones, territoires et bénéficiaires finaux ciblés.

Evaluation des effets de la CPP sur les différentes parties prenantes (partenaires, CCFD-Terre Solidaire, dont son réseau de bénévoles en région)

Le programme TAPSA a pour objectif de renforcer les acteurs du mouvement social de l'agroécologie, par différentes modalités d'action, notamment par le soutien de volets d'action régionaux, mise en réseau, production de connaissance, renforcement des capacités. L'évaluation externe finale de la phase 1 s'est focalisée principalement sur les partenaires, bénéficiaire des rétrocessions et sur le CCFD-Terre Solidaire. La présente évaluation actualisera et approfondira les effets du programme sur les partenaires.

L'évaluation portera également sur les effets de la CPP sur l'organisation, le fonctionnement et les capacités des équipes salariées du CCFD-Terre Solidaire, en questionnant notamment les effets en termes de renforcement de la transversalité entre équipes et directions (partenariats internationaux, plaidoyer, mobilisation citoyenne, communication, administration).

Enfin, l'évaluation interrogera les effets du programme sur le réseau de bénévoles du CCFD-Terre Solidaire et ses liens avec les partenaires du Sud.

Déroulement, budget et calendrier prévisionnel de l'étude

Le CCFD-Terre Solidaire est le maître d'ouvrage de cette évaluation prospective. Le F3E accompagne techniquement cette évaluation, sans la financer. Un Comité de pilotage est mis en place pour le suivi de cette évaluation.

Il a été retenu que l'évaluation privilégierait la rencontre de partenaires stratégiques de par leur taille, nature, type de projets ou thématiques mis en œuvre, emblématiques de la dynamique TAPSA. Il est proposé que la consultance se rende sur 2 zones d'intervention concentrant ce type de partenariats : **Afrique des Grands Lacs (Burundi) à confirmer** et **pays andins (Pérou, Bolivie et/ou Colombie)**. La **France** devra faire l'objet d'une étude approfondie, au même titre que les zones Sud. Le temps de prise de connaissance bibliographique sera important.

25 Février → 18 Mars 2026	- Appel d'offre restreint → Ouverture 3 semaines
25 Mars 2026	- COPIL : Analyse des offres et choix des offres - Entretiens de sélection éventuels : 27 mars matin (heure française)
27 Mars 2026	- Démarrage de la mission - Notification des consultants - Lancement du conventionnement tripartite CCFD-Terre Solidaire – F3E – Consultant-e chef-fe de mission ou bureau d'études

27 Mars → 17 Avril 2026	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre de démarrage - Bibliographie et entretiens clé - Transmission rapport de démarrage
22 Avril 2026	COFIL : Réunion de cadrage
Mai - fin Juillet 2026	Missions terrain : France, Afrique des Grands Lacs (Burundi) à confirmer et pays andins (Pérou, Bolivie et/ou Colombie)
Début Juillet 2026	Transmission de notes détaillées pour chaque missions terrains (en France et à l'étranger) déjà réalisées
Mi- Juillet 2026	COFIL : Discussions sur les rapports de mission et point intermédiaire sur l'avancement de l'évaluation
Mi- Septembre 2026	Transmission du rapport provisoire
Fin – Septembre 2026	COFIL : échanges sur le rapport provisoire, retours écrits éventuels du COFIL
Octobre 2026	Rencontre consultance (chef-e de mission), COFIL et membres du groupe de travail « Prospective »
Début Novembre 2026	Transmission du rapport final et synthèse
Mi -Novembre 2026	<ul style="list-style-type: none"> - Validation du rapport final - Synthèse par le COFIL
Décembre 2026 /Janvier 2027	Restitution élargie

Le **budget global de l'évaluation pour l'intervention de la consultance** est de 60.000€ TTC (imprévus inclus). Il conviendra de provisionner les déplacements en France et les déplacement à l'international. Pour les déplacements à l'international, en plus des vols internationaux, il conviendra de provisionner sur le budget de l'étude 2 AR en vols domestiques. Les partenaires du CCFD-Terre Solidaire mettront à disposition des consultants les moyens nécessaires à leurs déplacements locaux (véhicules). Les temps collectifs d'échanges (focus group) seront à la charge du CCFD-Terre Solidaire.

Expertise externe recherchée (consultance)

Equipe pluridisciplinaire sous la direction d'un-s consultant-e chef-fe de mission, avec des compétences, connaissances et expériences en matière :

- D'évaluation de programmes multi-pays, complexes ;
- De suivi-évaluation et de capitalisation ;
- D'analyse organisationnelle en configuration partenariale ;
- D'appui aux transitions agroécologiques ;
- De structuration et rédaction de livrables d'excellente qualité.

La participation d'un-e consultant-te de la nationalité des zones de mission sera valorisée.

Langues : français + espagnol (lu, écrit, parlé) nécessaire pour une mission dans les pays andins (Pérou, Bolivie et/ou Colombie).

Cet appel à manifestations d'intérêt (AMI) est destiné à **identifier des consultant-e-s**. A l'issue de cet AMI, une présélection sera opérée, puis un **appel d'offres restreint** sera lancé auprès des consultant-e-s présélectionné-e-s, sur la base des termes de référence finalisés de l'évaluation. A ce stade, **le CV du/de la consultant-e proposé-e pour être chef-fe de mission est demandé**. Si une équipe de consultant-e-s était proposée, **l'envoi du CV du/des consultant-e-s associé-e-s n'est pas exigé à ce stade** de l'AMI (il le sera pour les réponses à l'appel d'offres restreint), mais est toutefois **encouragé**. Si vous souhaitez manifester votre intérêt, merci de bien vouloir envoyer votre / vos CV par courrier électronique

avant le dimanche 22 février 2026 à minuit (heure de Paris) à l'attention simultanée de :

Coline Podlunsek, **Responsable de programme**, CCFD - Terre Solidaire : c.podlunsek@ccfd-terresolidaire.org

Lilian Pioch, Coordinateur des études, F3E : l.pioch@f3e.asso.fr

Il est demandé de joindre un CV actualisé dans lequel vous aurez surligné les éléments spécifiques que vous jugez utiles pour apprécier votre manifestation d'intérêt dans le cadre de cette étude.